

# GRÈVE DES PRATICIENS DE SANTÉ PUBLIQUE À ANNABA

## Un mouvement pour la dignité

*Le mouvement de grève auquel a appelé le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) a été largement suivi dans la wilaya d'Annaba. Selon le Dr Yazid Azzouz, président du syndicat des praticiens d'Annaba, la grève d'une journée a été suivie à hauteur de 90% dans cette région de l'extrême nord-est du pays.*

Par respect à l'éthique et à la déontologie, les praticiens grévistes ont tenu à assurer le service minimum, principalement les gardes et les astreintes au niveau des hôpitaux et autres cliniques relevant du secteur public, avons-nous constaté. La même source affirme que ce débrayage national fait suite à l'ignorance par la tutelle d'une plateforme de revendications pourtant déposée depuis des années au niveau du ministère de la Santé, apprend-

on. Le syndicat réclame une prise en charge de ses revendications comportant notamment l'amendement du décret exécutif n° 09-393 du 24 novembre 2009 portant statut particulier des praticiens de santé publique, l'application de l'article 19 de ce statut et l'accès au grade de praticien en chef. Comme il attend de la tutelle, la revalorisation des primes de garde et de contagion et leur application avec effet rétroactif. Enfin, et selon toujours le prési-

dent du SNPSP de la région d'Annaba, se référant au document adressé par l'instance nationale du syndicat, ce débrayage intervient après le constat du syndicat de la non-prise en charge de l'essentiel de ses revendications socioprofessionnelles. Celles-ci ont été exprimées lors d'une réunion de conciliation entre le ministère de tutelle et le SNPSP, tient-on à rappeler. Les praticiens que nous avons rencontrés sur les lieux d'exercice, se disent décidés à ne pas lâcher prise et à continuer le combat jusqu'à la satisfaction de leurs revendications qu'ils estiment justes. «Certes, nos revendications nous concernent en premier lieu, mais il faut avoir à l'esprit qu'en les satisfaisant, les pouvoirs publics nous auront aidés à mieux prendre en charge

les malades à travers l'amélioration de nos conditions de travail», tiennent à souligner les praticiens de santé publique de la région d'Annaba. L'observation de cette journée de grève constitue le premier désaccord intervenu entre les praticiens de santé publique et le ministre de la Santé Abdelaziz Ziari, bénéficiant d'un préjugé favorable. Il a même été qualifié d'homme de dialogue par les gens de la profession, au lendemain de ses premières rencontres avec eux. C'est dû certainement aux multiples clashes ayant surgi avec son prédécesseur au poste en raison des promesses non tenues et aux multiples volte faces de ce dernier. Cela se passait juste après sa prise de fonction, il y a près de six mois. Peut-on dire, aujourd'hui, que le dialogue

est rompu entre les deux parties ? De l'avis même de certains praticiens, rien ne permet cette affirmation. D'autant qu'avant d'être désigné à la tête du portefeuille de la Santé, Abdelaziz Ziari avait assumé d'autres responsabilités autant sinon plus lourdes que celle dont il a la charge présentement, argumentent-ils. Il avait alors à rapprocher des points de vue antagonistes principalement quand il occupait le perchoir de la Chambre basse du Parlement. Pour toutes ces raisons et au regard de la disponibilité du Syndicat des praticiens de santé publique, le dialogue ne peut être rompu, et cela dans l'intérêt de tous : ministère, praticiens et malades, souligne la même source.

A. Bouacha

## EL TARF : HÔPITAL DE BOUHADJAR

### Une structure hospitalière sans impact

*L'hôpital de Bouhadjar de 240 lits est un mastodonte aux pieds d'argile. Et pour cause, les prestations fournies par cette immense structure hospitalière ne dépassent guère les premiers soins fournis par une polyclinique d'une commune ou une salle de soins de campagne quelconque.*

En effet, des citoyens nous ont fait part de leur désarroi et déception, face au manque flagrant de spécialistes et de chirurgiens dans ledit hôpital. «Auparavant, cette structure était un modèle de ges-

tion et de prestations médicales malheureusement, elle est actuellement désertée par les spécialistes et les chirurgiens. Ainsi, pour un acte chirurgical banal, le patient est automatiquement orienté vers le CHU Ibn Rochd, sis, dans la wilaya d'Annaba. Une situation qui cause de gros désagréments aux citoyens qui, pour beaucoup, sont obligés de se rabattre sur les cliniques privées avec tout ce que cela engendre comme frais et charges exorbitants. Et dire qu'on parle de médecine gratuite», ont-ils fait savoir. Sur un autre plan, il y a lieu de signaler que l'hôpital emploie des centaines de personnes qui sont actuel-

lement au chômage technique. Ils perçoivent des salaires sans fournir le moindre travail notable. Dans le même registre, des citoyens de Bouhadjar sont unanimes pour relever que l'éloignement de la commune, l'attrait des grandes villes et le niveau des salaires étatiques sont des arguments qui entrent en ligne de mire dans la préférence de spécialistes et autres chirurgiens à travailler à leur compte. Quoi qu'il en soit, il devient urgent de redynamiser cette structure d'importance régionale afin de faire bénéficier des pans entiers de personnes nécessiteuses.

Daoud Allam

## OPÉRATION COUP-DE-POING À KHENCHELA

### 111 quintaux de batteries de véhicules et 91 q de cuivre saisis par la gendarmerie

*Les services de la gendarmerie de la wilaya de Khenchela, au cours de diverses opérations, ont mis au jour plusieurs réseaux de trafic et de convoiement vers la Tunisie en saisissant plus de 111 quintaux de batteries de véhicules usagées et 91 quintaux d'un alliage d'aluminium et de cuivre vers la Tunisie.*

Cette opération s'est soldée par l'arrestation de deux personnes qui se trouvaient à bord d'un semi-remorque. Les mêmes services de

sécurité ont saisi au niveau du barrage fixe sur la route reliant Khenchela à El Hama, une grande quantité de produits chinois à bord

d'un véhicule utilitaire estimée à 90 millions, ainsi que des factures de route falsifiées utilisées pour la fraude fiscale. Par ailleurs, les gendarmes de la localité d'El Hama ont arrêté un chauffeur de camion transportant une Yamaha grosse cylindrée, sans papiers, deux personnes en possession de 6 g de kif

destinés à la consommation, ainsi qu'une autre personne en possession de balles de fusils de chasse de types 16 mm et 12 mm, sans autorisation. Les mis en cause ont été présentés devant les tribunaux de Khenchela et d'Oum El Bouaghi, en attendant leur jugement. **Benzaïm Abdelouahab**

## LES MÉDECINS DE L'HÔPITAL 120 LITS VIVENT DANS L'INSÉCURITÉ

### Un médecin spécialiste violemment agressé

Rien ne va plus à l'hôpital 120 lits de la route de Batna. En effet, le médecin chargé du service scanner vient de se faire encore violemment agresser par le parent d'un patient auquel le médecin a refusé un scan-

ner, faute d'indication de motif adressée par le chirurgien. Un refus auquel le parent a réagi violemment en lançant des menaces, des crachats et des injures à l'endroit du médecin et même une agression physique.

La victime a déposé plainte et lancé un appel au directeur de l'hôpital, à la DDS, au wali et aux services de sécurité pour mettre fin à ces agissements et veiller à la sécurité des médecins. **B. A.**

## DÉTOURNEMENT DE 8 MILLIONS DE DINARS À L'EX-ORAVI

### Deux responsables poursuivis en justice

*Le procureur de la République près le tribunal de Skikda a placé en détention préventive le chef de département de la comptabilité et des finances et mis sous contrôle judiciaire le directeur d'une entreprise économique publique (S.A.E) basée à la commune de Hamadi-Krouma, pour «détournement de deniers publics, complicité, mauvaise utilisation de la fonction et laisser-aller entraînant la dilapidation».*

L'enquête, instruite par le procureur de la République près le tribunal de Skikda et diligente par la Brigade

économique et financière de la police judiciaire, a été enclenchée suite à la découverte par l'auditeur auprès de la

direction générale de cette entreprise, lors d'une inspection de de routine, de chèques bancaires présentant des anomalies. Les investigations menées ont abouti à l'existence de 24 chèques signés par l'ancien chef de département de la comptabilité et des finances, dont quelques-uns ne figurant pas dans la liste des opérations commerciales de l'entreprise. Il s'est

avéré que le montant du détournement est de l'ordre de 8 millions de dinars, utilisés par ce responsable à des fins personnelles. Bien que la somme ait été réinjectée par le premier responsable de l'entreprise, un acte pour lequel il sera poursuivi pour complicité, le délit ayant été déjà commis et donc nécessité des poursuites judiciaires. **Zaid Zoheir**

## MILA : INSTALLATION DES ASSEMBLÉES ÉLUES

### Bras de fer citoyens-administration

Le wali de Mila a poursuivi en justice des citoyens de la commune de Beinen, selon un communiqué de la wilaya, et ce, pour avoir empêché le nouvel édile et son staff d'accéder au siège de la mairie afin d'accomplir leurs nouvelles tâches. En effet, des centaines de citoyens, fous furieux de l'alliance qui s'est faite contre leur élu, tête de liste du PT, majoritaire aux dernières élections du 29 novembre, avec 7 sièges sur les 19 que compte l'APC, suivi du FLN avec 6 sièges, de l'Alliance verte avec 4 sièges et du RND avec 2 sièges, n'ont rien trouvé de mieux à faire que d'édifier carrément un mur en parpaing, pour condamner tout accès à l'intérieur de l'enceinte municipale.

Empêchée, dans un premier temps, la cérémonie d'installation, prévue au siège même de la mairie, a été effectuée quelques jours plus tard, au niveau du cabinet du wali et a vu l'élection du candidat de l'Alliance verte, en l'occurrence Mehdi Zentout (ancien P/APC), évidemment avec la bénédiction du duo FLN/RND, chose qui a provoqué l'ire des sympathisants de M. Boucheboura du PT. D'où le geste d'une partie de la population, qui n'a rien trouvé d'autre à faire que de s'opposer par ce moyen extrême, qualifié par les pouvoirs publics d'outrage et de comportement illégal et immoral envers les autres citoyens et une institution publique.

A. M'haimoud

## JIJEL / HABITAT PRÉCAIRE

### Prochain relogement de 760 familles

Les autorités locales ont procédé hier, au relogement de 53 familles dans la commune de Djemaâ Ben Hebib (daïra d'El Ancer), dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire, selon la cellule de communication de la wilaya. On apprend par ailleurs, que cette opération qui s'inscrit dans le cadre des actions visant l'éradication de l'habitat précaire, sera suivie par une autre qui touchera 58 autres familles de la même commune, habitant des baraques de fortune. Des actions susceptibles de prendre en charge la question des bidonvilles qui constituent une vraie plaie sociale. Nos sources ajoutent en outre qu'une importante opération de recasement aura lieu durant le deuxième semestre de l'année prochaine et concernera 649 familles. Ainsi, 232 logements seront attribués avant la fin de l'année en cours, 153 au premier trimestre 2013 et 264 au deuxième trimestre 2013. Ce lot de logements a été réalisé sur un quota global de 5.300 unités allouées à la Wilaya de Jijel au titre du programme de résorption de l'habitat précaire. Il est à rappeler que 882 logements ont été déjà attribués en 2011 au titre de ce même programme.

Bouhali Med Cherif

Publicité

## D É C È S

Les familles Aït Ouadda et Hadj Messaoud ont l'immense douleur de faire part du décès de leur cher et regretté

**AÏT OUADDA**  
**Abdelmadjid**

Que Dieu l'accueille en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons  
et à Lui nous retournons.»

## CONDOLÉANCES

M. Maâmar FARAH, ayant appris avec consternation le décès de son ami

**AÏT OUADDA**  
**Abdelmadjid**

survenu à Ouenza, tient à présenter ses sincères condoléances aux familles Aït Ouadda et Hadj Messaoud de M'daourouch et à les assurer de sa sympathie en ces moments douloureux.

«A Dieu nous appartenons et à lui  
nous retournons.»